

SA HOTELIM

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020



SA HOTELIM
9-13 avenue Myron Herrick
75008 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation et les créances rattachées aux participations détenus par votre société sont évalués selon les méthodes présentées au paragraphe « Immobilisations financières » page 7 de l'annexe.

A ce titre, sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié le caractère approprié et la correcte application des approches retenues par votre société ainsi que la cohérence et la pertinence des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 26 mai 2021

Le commissaire aux comptes
PwC Entrepreneurs Audit France



Laurent DELCOURT

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	11 692	11 384	308		308
Fonds commercial	262 179		262 179	262 179	
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions	13 058	10 561	2 497	3 803	- 1 306
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 245	2 245			
Autres immobilisations corporelles	289 364	236 737	52 628	63 064	- 10 436
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	14 135 146	1 373 064	12 762 082	12 819 082	- 57 000
Créances rattachées à des participations	8 768 346	1 754 463	7 013 883	5 345 724	1 668 159
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	31 365		31 365	31 013	352
TOTAL (I)	23 513 396	3 388 452	20 124 944	18 524 866	1 600 078
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	412 293		412 293	247 973	164 320
Autres créances					
· Fournisseurs débiteurs					
· Personnel					
· Organismes sociaux	284		284	41	243
· Etat, impôts sur les bénéfices	410 743		410 743		410 743
· Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	121 711		121 711	30 063	91 648
· Autres	5 300 296		5 300 296	5 675 757	- 375 461
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	1 010 420		1 010 420	1 000 000	10 420
Disponibilités	5 482 768		5 482 768	1 883 533	3 599 235
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	2 532		2 532	3 831	- 1 299
TOTAL (II)	12 741 045		12 741 045	8 841 197	3 899 848
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	36 254 441	3 388 452	32 865 989	27 366 064	5 499 925

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 7 764 104)	7 764 104	7 764 104	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	10 266 806	10 266 806	
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	628 019	621 904	6 115
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	560 950	444 766	116 184
Résultat de l'exercice	1 038 336	122 299	916 037
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	20 258 215	19 219 879	1 038 336
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	98 986	93 130	5 856
TOTAL (III)	98 986	93 130	5 856
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	11 851 505	6 929 278	4 922 227
. Découverts, concours bancaires	427	1 927	- 1 500
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	6 563	5 479	1 084
. Associés	32 215	30 333	1 882
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	247 187	220 487	26 700
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	3 037	21 362	- 18 325
. Organismes sociaux	47 491	61 375	- 13 884
. Etat, impôts sur les bénéfices	6 414	216 708	- 210 294
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	63 909	89 606	- 25 697
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	11 331	10 038	1 293
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	238 709	466 461	- 227 752
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	12 508 788	8 053 055	4 455 733
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	32 865 989	27 366 064	5 499 925

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	372 109		372 109	1 095 547	- 723 438	-66,03
Chiffres d'affaires Nets	372 109		372 109	1 095 547	- 723 438	-66,03
Production stockée						
Production immobilisée			3 217	4 267	- 1 050	-24,61
Subventions d'exploitation				3 410	- 3 410	-100
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges				17	- 4	-23,53
Autres produits			13	17	- 4	-23,53
Total des produits d'exploitation (I)			375 339	1 103 240	- 727 901	-65,98
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			4 096		4 096	N/S
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			814 138	938 944	- 124 806	-13,29
Impôts, taxes et versements assimilés			20 491	33 371	- 12 880	-38,60
Salaires et traitements			365 287	372 238	- 6 951	-1,87
Charges sociales			149 778	180 368	- 30 590	-16,96
Dotations aux amortissements sur immobilisations			29 863	25 483	4 380	17,19
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges			5 856	18 246	- 12 390	-67,91
Autres charges			167	834	- 667	-79,98
Total des charges d'exploitation (II)			1 389 675	1 569 484	- 179 809	-11,46
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-1 014 336	-466 244	- 548 092	117,55
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			2 849 600	449 600	2 400 000	533,81
Produits des autres valeurs mobilières et créances			84 848	58 620	26 228	44,74
Autres intérêts et produits assimilés			70 039	34 685	35 354	101,93
Reprises sur provisions et transferts de charges				205 362	- 205 362	-100
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			3 004 486	748 266	2 256 220	301,53
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 087 144	136 779	950 365	694,82
Intérêts et charges assimilées			46 196	55 326	- 9 130	-16,50
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			1 133 339	192 105	941 234	489,96
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			1 871 147	556 161	1 314 986	236,44
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			856 810	89 917	766 893	852,89

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital		40 067	- 40 067	-100
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)		40 067	- 40 067	-100
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	411	192	219	114,06
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)	411	192	219	114,06
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-411	39 875	- 40 286	101,03
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-181 937	7 493	- 189 430	N/S
Total des Produits (I+III+V+VII)	3 379 825	1 891 574	1 488 251	78,68
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	2 341 489	1 769 275	572 214	32,34
RESULTAT NET	1 038 336	122 299	916 037	749,01
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

Annexes Légales

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 32 865 988,93 Euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 1 038 336,38 Euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Engagements financiers
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Résultat des 5 derniers exercices
- Liste des filiales et participations

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire :

- Logiciel comptable : 1 an
- Droit d'entrée franchise : 10 ans

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- Agencements & Constructions : 10 à 40 ans
- Mat. & outillages industriels : 3 à 7 ans
- Installations générales : 5 ans
- Matériel de bureaux & informatique : 5 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

FONDS COMMERCIAL

Le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 5 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 3 novembre 2017
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

Intégration Fiscale

HOTELIM et certaines de ses filiales constituent un groupe qui relève du régime de l'intégration fiscale.

Les conventions d'intégration fiscale conclues entre HOTELIM et ses filiales prévoient que chaque membre du groupe fiscal constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisé par le groupe en cas de déficit.

Indemnités de Fin de Carrière

La méthode préférentielle consistant en la comptabilisation des IFC a été appliquée.

A la fin 2019, le passif social s'élevait à	93 130 €
La dotation enregistrée dans les comptes s'élève à	5 856 €
Le passif social au 31/12/2020 est égal à	98 986 €

Les calculs ont été réalisés avec les paramètres suivants :

Méthode de calcul	Rétrospective Prorata Temporis
Convention collective	HCR
Départ à l'initiative des salariés	50%
Départ à l'initiative de l'employeur	50%
Taux d'actualisation	0,34% contre 0,77% en 2019
Taux de progression annuelle des salaires	3% pour les Cadres, 2% pour les Non-Cadres
Taux de rotation du personnel	Faible pour les Cadres, Fort pour les Non-Cadres
Age de départ retenu	67 ans
Taux de charges sociales	42%
Table de mortalité	INED 2015

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

A partir du mois de mars 2020, les mesures prises par le Gouvernement afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19 ont perturbé les activités de la société.

L'information donnée ci-après sur les impacts de l'épidémie sur l'activité de la société porte sur les seuls effets de l'évènement jugés pertinents et non sur l'ensemble de ceux-ci, selon l'approche ciblée autorisée par l'Autorité des Normes Comptables.

L'ensemble des charges et produits liés à l'épidémie ont été constatés en résultat d'exploitation, conformément aux recommandations précitées de l'ANC.

Le contexte de la crise sanitaire est la principale raison de la réduction du chiffre d'affaires de la société, en recul par rapport à l'exercice précédent, qui s'explique par des annulations et des reports de réservations compte tenu des diverses contraintes et mesures imposées par le gouvernement.

La société a eu recours à l'activité partielle et a perçu à ce titre des allocations qui ont été comptabilisées en déduction des charges de personnel et à bénéficier de reports de règlements des cotisations sociales et des mesures d'exonérations et de paiement des charges sociales mises en place pour les sociétés les plus impactées par la crise.

Afin de limiter le recours à l'activité partielle, la société a mis en place le télétravail pour les postes qui le permettent.

Par ailleurs, la société a eu recours aux prêts garantis par l'état pour un montant de 5 585 K€

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cette situation a eu des impacts sur notre activité depuis le 1er janvier 2020 et jusqu'à ce jour, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation. La situation est extrêmement évolutive et volatile. Il est difficile, à ce stade, d'en estimer les impacts financiers sur notre activité.

Impact de la pandémie due au coronavirus (COVID-19)

Conformément aux principes comptables applicables en France, la pandémie de COVID-19 est un évènement postérieur au 31 décembre 2019 qui ne donne pas lieu à une modification du bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2020.

Ainsi tous les postes du bilan et du compte de résultat sont comptabilisés et évalués sans tenir de conséquences de cet évènement.

ENGAGEMENTS FINANCIERS & AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Engagements donnés :

HOTELIM a donné des garanties aux établissements financiers ayant accordés des prêts et facilités de caisse à ses filiales (ces engagements figurent globalement dans le tableau ci-dessus détaillé ci-dessous) :

Cautions sur facilité de caisse :	0 €
Cautions de prêts :	0 €
Comptes courants bloqués :	61 121 €

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Les difficultés rencontrées dans certaines filiales directes de la société HOTELIM, à savoir DROMOTHEL, HOTELIM MAROC, HOVIDEV (détenant elle-même La Brasserie à la Mode) se sont poursuivies sur l'exercice. Faute de redressement de leurs perspectives commerciales lié à l'impact de la crise sanitaire dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration en France, la clientèle hôtelière a fortement diminué en raison des restrictions de voyages et des mesures de confinement.

En conséquence, les comptes de la société HOTELIM arrêtés au 31 décembre 2020 ont été impactés par la constatation de dépréciation sur tout ou partie des actifs comptables détenus en lien avec ces entités.

Dans ce contexte, les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	272 961		910
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	13 058		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 245		
Autres installations, agencements, aménagements	117 863		
Matériel de transport	2 982		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	151 404		17 519
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	287 551		17 519
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	20 205 189		3 317 797
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	31 013		352
TOTAL	20 236 202		3 318 149
TOTAL GENERAL	20 796 714		3 336 578

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			273 871	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			13 058	
Installations techniques, matériel et outillages industriels			2 245	
Autres installations, agencements, aménagements			117 863	
Matériel de transport			2 982	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		403	168 520	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		403	304 667	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		619 494	22 903 492	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			31 365	
TOTAL		619 494	22 934 857	
TOTAL GENERAL		619 897	23 513 396	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	10 782	601		11 384
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	9 255	1 306		10 561
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 245			2 245
Installations générales, agencements divers	83 663	10 976		94 639
Matériel de transport	1 552	745		2 298
Matériel de bureau, informatique, mobilier	123 969	16 235	403	139 800
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	220 684	29 262	403	249 542
TOTAL GENERAL	231 465	29 863	403	260 925

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	601				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	1 306				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers	10 976				
Matériel de transport	745				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	16 235				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	29 262				
TOTAL GENERAL	29 863				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges				
Pour garanties données clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations	93 130	5 856		98 986
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions				
TOTAL Provisions	93 130	5 856		98 986
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation	2 040 383	1 087 144		3 127 527
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations	2 040 383	1 087 144		3 127 527
TOTAL GENERAL	2 133 513	1 093 000		3 226 513
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		5 856		
- financières		1 087 144		
- exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	8 768 346		8 768 346
Prêts			
Autres immobilisations financières	31 365		31 365
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	412 293	412 293	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	284	284	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	410 743	410 743	
- T.V.A	121 711	121 711	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés	1 447	1 447	
- Divers	14 595	14 595	
Groupe et associés	5 279 376	5 279 376	
Débiteurs divers	4 879	4 879	
Charges constatées d'avance	2 532	2 532	
TOTAL GENERAL	15 047 569	6 247 858	8 799 712
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	427	427		
- plus d'un an	11 851 505	1 388 228	10 463 277	
Emprunts et dettes financières divers	6 563	6 563		
Fournisseurs et comptes rattachés	247 187	247 187		
Personnel et comptes rattachés	3 037	3 037		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	47 491	47 491		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	6 414	6 414		
- T.V.A	63 909	63 909		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	11 331	11 331		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	32 215	32 215		
Autres dettes	238 709	238 709		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	12 508 788	2 045 511	10 463 277	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	5 585 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	682 194			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

(Entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	14 135 146		
Créances rattachées à des participations	8 768 346		
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	409 403		
Autres créances			
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 334		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation	2 849 600		
Autres produits financiers	59 517		
Charges financières			

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	84 848
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	78 991
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	163 838

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	26 411
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99 310
Dettes fiscales et sociales	8 979
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	134 700

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	2 532	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	2 532	

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	970 513	8
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	970 513	8

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	372 109
TOTAL	372 109

Répartition par marché géographique	Montant
France	372 109
Etranger	
TOTAL	372 109

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	856 810	
Résultat exceptionnel (et participation)	-411	
Résultat comptable	1 038 336	

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Autres engagements donnés :	
TOTAL	
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	79 500
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
TOTAL	

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens	1	
Employés	0	
Ouvriers	0	
TOTAL	3	

Résultats des 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Durée de l'exercice	12 mois				
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104
b) Nombre d'actions émises	970 513	970 513	970 513	970 513	970 513
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	372 109	1 095 547	1 088 175	911 192	1 144 838
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	1 979 262	104 938	1 136 164	-15 289	342 003
c) Impôt sur les bénéfices	-181 937	7 493	1 662	-93 377	- 112 448
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	2 161 199	104 938	1 134 502	81 088	454 451
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	1 038 336	122 299	1 233 282	-127 956	249 889
f) Montants des bénéfices distribués			873 461	873 461	873 461
g) Participation des salariés					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements		0	1	0	1
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions		0	1	0	0
c) Dividende versé à chaque action		0	1	1	1
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	3	3	3	3	3
b) Montant de la masse salariale	365 686	364 237	353 894	358 852	327 679
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	149 778	180 368	172 535	178 714	163 340

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avais donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
BALBERCY	150 000	8 032 450	89,92	1 256 451				1 755 540	723 191	
DELTA RUNGIS	76 635	1 144 232	100	2 704 057		366 426		663 767	5 893	
LE BOURGET	15 000	1 187 813	100	391 672		2 163 615		422 907	-343 318	
SOGEGONE	300 000	592 479	100	635 408		1 148 035		700 509	102 266	
DROMHOTEL	108 000	-206 749	100	1 828 000	609 025	301 505		277 861	-52 455	
SAINT RAPHAEL	225 000	1 229 718	100	228 674		135 072		1 849 830	-3 101	
ROSNY	1 229 190	889 137	100	2 096 723		1 025 171		495 440	-112 189	
CRETEIL	215 310	1 036 158	100	1 610 204		354 724		386 217	-69 279	
RELNICE	15 000	1 275 300	100	168		853 574		435 240	-154 776	
SUITE HOTEL	15 000	564 026	100	1 804 339		1 548 338		230 919	-270 095	
HOFIDEV	10 000	-15 793	70	7 000	0				-999 770	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
MEZAL	15 000	1 046 649	50	1 074 000		105 663		1 077 882	-74 140	
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A :</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères				498 451	351 362	681 375	61 121	688 386	-294 284	
<i>- Participations non reprises en A :</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

SA HOTELIM

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2020



SA HOTELIM
9-13 avenue Myron Herrick
75008 PARIS

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont portées sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 26 mai 2021

Le commissaire aux comptes
PwC Entrepreneurs Audit France



Laurent DELCOURT



COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

 **Expertise
Comptable**

 **Commissariat
aux comptes**

20 Place Saint Marc
76000 ROUEN

Tél : 02 35 61 36 10
email : contact@comexperts-ec.fr

SARL d'expertise comptable et de commissariat aux comptes au capital de 300 000 euros
Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Rouen
Organisme de formation : N° de déclaration d'activité 287.605.87776 - Data Dock 00074.173
RCS Rouen B 441 313 749 - Code NAF 6920Z - TVA intracommunautaire FR 93 441 313 749

ABSOLUCE 
Conseils d'entrepreneurs

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Attestation 3

ÉTATS CONSOLIDÉS

Bilan consolidé 5

Compte de résultat consolidé 7

Soldes Intermédiaires de Gestion consolidés 9

Tableau de flux de trésorerie consolidé 10

ANNEXE

Annexe aux comptes consolidés 12

INTRODUCTION

ATTESTATION D'EXPERT-COMPTABLE

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Conformément à nos accords et aux termes de notre lettre de mission en date du 11 janvier 2016, nous avons effectué une mission de consolidation des comptes du groupe HOTELIM relative à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020, qui se caractérisent par les données suivantes :

	Montant en Euros
Total bilan consolidé	52 033 953
Chiffre d'affaires consolidé	8 315 823
Résultat net comptable groupe	-2 583 922
Résultat net comptable hors-groupe	42 223

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme d'exercice professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts Comptables applicable à la mission de consolidation des comptes.

Les travaux que nous avons mis en œuvre dans le cadre de cette mission ne constituent ni un audit ni un examen limité, ni une mission de présentation ; en conséquence nous n'exprimons pas d'opinion sur les comptes de votre groupe qui sont joints au présent rapport.

Fait à ROUEN
Le 25 mai 2021



SARL COMEXPERTS
Florence MARTINI - Expert-comptable

ÉTATS CONSOLIDÉS

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/12/2020	31/12/2019
Ecart d'acquisition	11 308 523	9 598 705	1 709 818	1 995 721
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	432 032	394 729	37 303	47 378
Fonds commercial	6 128 451		6 128 451	6 128 451
Autres immobilisations incorporelles	76 948	67 371	9 577	10 227
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 150 131	13 787	2 136 344	2 136 344
Constructions	42 490 134	30 861 369	11 628 765	12 877 588
Installations techniques, matériel, outillage	5 566 319	4 659 931	906 388	1 191 910
Autres immobilisations corporelles	4 688 404	3 452 516	1 235 888	1 209 087
Immobilisations en cours	66 094		66 094	103 532
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations	1 500 784	1 146 089	354 695	1 353 667
Actifs nets en cours de cession				
Participations par mise en équivalence				
Créances rattachées à des participations	681 375	681 375		4 177
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	92 868		92 868	92 516
Actif immobilisé	63 873 540	41 277 167	22 596 373	25 154 877
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	115 589		115 589	137 618
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	15 654		15 654	19 484
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	209 066	45 618	163 448	586 947
Actifs d'impôts différés	10 916		10 916	33 609
Autres créances	5 886 453	61 121	5 825 332	4 713 111
Capital souscrit, appelé et non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 074 823		2 074 823	2 083 602
Actions propres				
Disponibilités	19 482 820		19 482 820	16 430 335
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	39 178		39 178	77 016
Ecart d'arrondi actif	2		2	
Actif circulant	27 834 501	106 739	27 727 762	24 081 722
TOTAL ACTIF	103 016 564	50 982 611	52 033 953	51 232 320

Bilan consolidé

PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel	7 764 104	7 764 104
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10 266 806	10 266 806
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale	628 019	621 904
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Réserve du groupe	16 803 651	14 527 831
Ecarts de conversion groupe		
Report à nouveau	560 950	444 766
RESULTAT GROUPE	-2 583 922	2 399 861
Subventions d'investissements		
Amortissement dérogatoires		
Autres provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres	33 439 608	36 025 272
Intérêts hors groupe	1 425 523	1 246 176
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	42 223	228 009
Intérêts minoritaires	1 467 746	1 474 185
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour acquisitions de titres		
Provisions pour risques	85 864	89 988
Provisions pour charges	319 522	318 193
Provisions pour passif d'impôt différé	1 385 400	1 201 912
Provisions pour risques et charges	1 790 786	1 610 093
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 992 068	7 285 762
Concours bancaires courants	1 925	4 510
Emprunts en crédit bail		
Emprunts et dettes financières divers	137 544	134 902
Passif nets en cours de cession		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	344 675	344 865
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 358 375	2 026 205
Dettes fiscales et sociales	1 437 018	1 793 149
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 137	2 137
Autres dettes	54 314	523 655
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	7 751	7 582
Ecart arrondi passif	6	3
Passif circulant	15 335 813	12 122 770
TOTAL PASSIF	52 033 953	51 232 320

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises France	194 798	487 818
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens - France		
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services - France	8 121 025	21 853 033
Production vendue de services Export		
Chiffre d'affaires net	8 315 823	22 340 851
Production stockée		
Production immobilisée	22 562	34 725
Subventions d'exploitation	530 160	21 887
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	113 777	42 069
Autres produits	708	1 519
Autres produits d'exploitation	667 207	100 200
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	35 683	88 043
Variation de stock de marchandises	351	-98
Achats de matières premières et autres appro.	467 262	1 283 732
Variation de stock matières premières et approvisionnements	25 330	779
Autres achats et charges externes	4 389 728	7 409 811
Impôts, taxes et versements assimilés	558 932	836 560
Salaires et traitements	2 571 624	4 267 783
Charges sociales	555 029	1 415 065
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 130 715	2 173 030
Dotations aux provisions /immobilisations		
Dotations aux provisions sur actifs circulants	6 858	26 009
Dotations aux provisions pour risques et charges	28 103	73 103
Autres charges	524 442	1 143 290
Charges d'exploitation	11 294 057	18 717 107
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 311 027	3 723 944

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2020	31/12/2019
Produits financiers de participations		
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.		
Autres intérêts et produits assimilés	94 901	56 472
Reprises sur provisions et transferts de charges		205 362
Différences positives de change		
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion		
Produits financiers	94 901	261 834
Dotations financières aux amortissements et provisions	1 017 177	10 000
Intérêts et charges assimilées	47 701	65 358
Différences négatives de change	141	
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Ecart de conversion	1	
Charges financières	1 065 020	75 358
RESULTAT FINANCIER	-970 119	186 476
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	-3 281 146	3 910 420
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		94
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	1 134 456	89 742
Reprises sur provisions et transferts de charges	40 783	24 458
Produits exceptionnels	1 175 239	114 294
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	19 514	2 429
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 150	40 842
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	12 037	
Charges exceptionnelles	33 701	43 271
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 141 538	71 023
Impôts dus sur les bénéfices	-89 991	1 216 930
Impôts différés sur les bénéfices	206 179	-13 353
Impôts sur les bénéfices	116 188	1 203 577
Résultat des sociétés intégrées	-2 255 796	2 777 866
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	285 903	149 996
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	-2 541 699	2 627 870
RESULTAT GROUPE	-2 583 922	2 399 861
RESULTAT HORS GROUPE	42 223	228 009
Résultat par action	-2,35339	2,47278
Résultat dilué par action	-2,35339	2,47278
Résultat par action avant dot. aux amortissements des écarts d'acquisitions	-2,05880	2,62733

Soldes Intermédiaires de Gestion consolidés

Rubrique	31/12/2020	%	31/12/2019	%	Variation	%
Ventes marchandises	194 798	2,34	487 818	2,18	-293 020	-60,07
- Coût d'achat des marchandises vendues	36 034	0,43	87 945	0,39	-51 911	-59,03
Marge commerciale	158 764	1,90	399 873	1,79	-241 109	-60,30
Production vendue	8 121 025	97,39	21 853 033	97,66	-13 732 008	-62,84
+ Production stockée						
- Déstockage de production						
+ Production immobilisée	22 562	0,27	34 725	0,16	-12 163	-35,03
Production de l'exercice	8 143 587	97,66	21 887 758	97,82	-13 744 171	-62,79
- Achats de matières premières et approvisionnements	467 262	5,60	1 283 732	5,74	-816 470	-63,60
- Variation de stock	25 330	0,30	779	0,00	24 551	N/S
- Sous-traitance directe						
Marge brute de production	7 650 995	91,76	20 603 247	92,08	-12 952 252	-62,87
PRODUCTION + VENTES DE MARCHANDISES	8 338 385	100,00	22 375 576	100,00	-14 037 191	-62,73
MARGE BRUTE GLOBALE	7 809 759	93,66	21 003 120	93,87	-13 193 361	-62,82
- Autres achats et charges externes	4 389 728	52,64	7 409 811	33,12	-3 020 083	-40,76
Valeur ajoutée	3 420 031	41,02	13 593 309	60,75	-10 173 278	-74,84
+ Subventions d'exploitation	530 160	6,36	21 887	0,10	508 273	N/S
- Impôts, taxes et versements assimilés	558 932	6,70	836 560	3,74	-277 628	-33,19
- Charges de personnel	3 126 653	37,50	5 682 848	25,40	-2 556 195	-44,98
Excédent brut d'exploitation	264 606	3,17	7 095 788	31,71	-6 831 182	-96,27
+ Reprises sur charges calculées, transferts	113 777	1,36	42 069	0,19	71 708	170,45
+ Autres produits	708	0,01	1 519	0,01	-811	-53,39
- Dotations aux amortissements et aux provisions	2 165 676	25,97	2 272 142	10,15	-106 466	-4,69
- Autres charges	524 442	6,29	1 143 290	5,11	-618 848	-54,13
Résultat d'exploitation	-2 311 027	-27,72	3 723 944	16,64	-6 034 971	-162,06
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commu						
+ Produits financiers	94 901	1,14	261 834	1,17	-166 933	-63,76
- Quote-part de résultat sur opérations faites en commu						
- Charges financières	1 065 020	12,77	75 358	0,34	989 662	N/S
Résultat couant avant impôt	-3 281 146	-39,35	3 910 420	17,48	-7 191 566	-183,91
Produits exceptionnels	1 175 239	14,09	114 294	0,51	1 060 945	928,26
- Charges exceptionnelles	33 701	0,40	43 271	0,19	-9 570	-22,12
Résultat exceptionnel	1 141 538	13,69	71 023	0,32	1 070 515	N/S
- Impôts dus sur les bénéfices	-89 991	-1,08	1 216 930	5,44	-1 306 921	-107,39
- Impôt sur les bénéfices	206 179	2,47	-13 353	-0,06	219 532	N/S
Résultat sociétés intégrées	-2 255 796	-27,05	2 777 866	12,41	-5 033 662	-181,21
- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitor	285 903	3,43	149 996	0,67	135 907	90,61
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	-2 541 699	-30,48	2 627 870	11,74	-5 169 569	-196,72
RESULTAT GROUPE	-2 583 222	-30,98	2 399 861	10,73	-4 983 083	-207,64
RESULTAT HORS GROUPE	42 223	0,51	228 009	1,02	-185 786	-81,48
Produits des cessions des éléments d'actifs			18 700		-18 700	-100,00
- Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés			39 540		-39 540	-100,00
Plus ou moins values sur cessions			-20 840		20 840	-100,00

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En Euros	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net consolidé	-2 541 699	2 627 870
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions (1)	3 431 002	2 157 211
Variation des impôts différés	206 179	-13 353
Plus-values de cession, nettes d'impôt		20 840
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1 095 482	4 792 568
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (2)	-2 118 351	-2 083 400
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-1 022 869	2 709 168
Acquisition d'immobilisations	-589 388	-2 694 183
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt		18 700
Incidence des variations de périmètres (3)		-1 795 954
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-589 388	-4 471 437
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-873 462
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-50 400	-50 400
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	5 587 642	3 002 894
Remboursements d'emprunts	-878 694	-2 396 446
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4 658 548	-317 414
Incidence des variations de cours des devises		
VARIATION DE TRÉSORERIE	3 046 291	-2 079 683
Trésorerie d'ouverture	18 509 427	20 589 110
Trésorerie de clôture	21 555 718	18 509 427

(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant

(2) Détail par grandes rubriques :

- Variation stocks	25 859	683
- Variation créances d'exploitation	-650 884	-2 388 661
- Variation dettes d'exploitation	-1 493 326	304 578
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-2 118 351	-2 083 400

(3) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée

- Prix acquisition titres Suite Hotel		-1 795 954
- Incidence des variations de périmètres		-1 795 954

ANNEXE

Sommaire annexe

1. INFORMATIONS RELATIVES AU REFERENTIEL COMPTABLE, AUX MODALITES DE CONSOLIDATION ET AUX METHODES ET REGLES D'EVALUATION	14
A. REFERENTIEL COMPTABLE.....	14
B. MODALITES DE CONSOLIDATION	14
1. <i>Périmètre de consolidation</i>	14
2. <i>Retraitement de consolidation</i>	14
3. <i>Opérations réciproques</i>	14
4. <i>Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées</i>	14
5. <i>Application des méthodes préférentielles énoncées au paragraphe 300 du règlement CRC 99-02</i>	14
6. <i>Traitement des écarts d'acquisition</i>	14
C. METHODES ET REGLES D'EVALUATION	15
1. <i>Changements comptables</i>	15
2. <i>Immobilisations incorporelles</i>	15
3. <i>Immobilisations corporelles</i>	15
4. <i>Immobilisations financières</i>	16
5. <i>Provisions pour risques et charges</i>	16
6. <i>Stocks</i>	16
7. <i>Créances et dettes</i>	16
8. <i>Valeurs mobilières de placement</i>	16
9. <i>Impôts différés</i>	16
10. <i>Engagements vis-à-vis du personnel</i>	17
11. <i>Régime d'intégration fiscale</i>	17
2. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	18
A. ORGANISATION DU GROUPE HOTELIM.....	18
B. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES ET MODE DE CONSOLIDATION	18
C. ENGAGEMENTS HORS BILAN	19
1. <i>Engagements donnés</i>	19
2. <i>Engagements reçus</i>	19
D. AUTRES FAITS SIGNIFICATIFS	19
3. INFORMATION PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES.....	20
A. INFORMATIONS RELATIVES AUX VARIATIONS DU PERIMETRE ET POURCENTAGES D'INTERETS... 20	20
1. <i>Entrée dans le périmètre de consolidation</i>	20
2. <i>Sortie du périmètre de consolidation</i>	20
3. <i>Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation</i>	20
4. <i>Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation</i>	20
5. <i>Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture</i>	20
6. <i>Autres informations sur le périmètre de consolidation</i>	20
B. INFORMATIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS COMPTABLES	20

4. EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS.....	21
A. POSTES DU BILAN CONSOLIDE.....	21
B. ACTIF IMMOBILISE	21
1. Immobilisations incorporelles	21
2. Immobilisations corporelles	21
3. Immobilisations financières	21
4. Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	22
C. AUTRES POSTES D'ACTIF	22
D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	23
1. Capitaux propres part du groupe	23
1. Capitaux propres hors groupe	23
E. AUTRES POSTES DE PASSIF	24
1. Provisions	24
2. Impôt sur les résultats	24
3. Impôts différés par société	25
4. Emprunts et dettes financières à long et moyen terme	25
F. POSTES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	26
1. Charges de personnel et effectif	26
2. Charges relatives aux frais de recherche et de développement	26
3. Charges et produits d'exploitation	26
4. Charges et produits financiers	26
5. Charges et produits exceptionnels	26
5. AUTRES INFORMATIONS	27
A. INFORMATION SECTORIELLE.....	27
B. AUTRES INFORMATIONS DIVERSES	27
1. Événements postérieurs à la clôture	27
2. Crise sanitaire COVID-19	27
3. Tableaux des flux de trésorerie	28
4. Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants	28
5. Honoraires Commissaires aux Comptes	28

1. Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation

A. Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe arrêtés au 31 décembre 2020, sont établis en conformité avec le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999, et de l'Arrêté du 22 juin 1999 portant son homologation.

Ils ne résultent pas d'une obligation légale, un seul seuil étant dépassé (total du bilan).

Ils sont constitués du bilan, du compte de résultat et de l'annexe. Les valeurs sont exprimées en Euros.

B. Modalités de consolidation

1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement 50% des droits sociaux sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le groupe détient une participation supérieure à 20% et exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Au 31 décembre 2020, comme au 31 décembre 2019, il n'y a aucune société consolidée par mise en équivalence.

2. Retraitement de consolidation

Les règles et méthodes appliquées par les filiales entrant dans le périmètre de consolidation font l'objet de retraitements afin de les rendre homogènes à celles du Groupe.

Les retraitements de consolidation pratiqués sont conformes au règlement 99-02.

3. Opérations réciproques

Les opérations réciproques ainsi que les éventuels résultats de cession résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe sont éliminés.

4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

L'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont arrêté leurs exercices sociaux le 31 décembre.

L'exercice clos au 31 décembre a une durée de 12 mois.

5. Application des méthodes préférentielles énoncées au paragraphe 300 du règlement CRC 99-02

Elles sont toutes mises en œuvre au sein du groupe, pour autant qu'elles trouvent à s'appliquer et qu'elles présentent un caractère significatif.

Ainsi, compte tenu du caractère non significatif, il a été convenu de ne pas retraiter les crédits baux mobiliers.

6. Traitement des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des sociétés consolidées et la part du groupe dans leurs actifs nets à la date de prise de participations.

Lorsque cette différence est positive, elle est immobilisée à l'actif du bilan consolidé et amortie selon la méthode linéaire sur une durée de 10 ans et lorsqu'elle est négative, elle est inscrite au bilan dans les provisions.

Dans le cas des SCI transformées en SARL, l'écart d'acquisition a été ventilé conformément aux traités d'apport, le solde étant imputé en écart de première consolidation. Les écarts d'évaluation (terrain & construction) sont les suivants :

Société	Ecart d'évaluation					Ecart d'acquisition		
	Terrain	Construct.	Total brut	Cumul amort.	Montant net	Montant brut	Cumul amort.	Montant net
SARL Créteil Mesly	106 609	1 009 890	1 116 499	749 394	367 105	76 300	76 300	
SARL Rosnybois	110 115	991 040	1 101 155	725 638	375 517	60 119	60 119	
SARL Delta Rungis	161 074	1 461 185	1 622 259	1 058 256	564 003	40 768	40 768	
SARL Le Bourget	35 143	388 774	423 917	279 425	144 492	179 720	179 720	
SARL Saint Raphaël						214 065	214 065	
SNC Sogegone						1 534 920	1 534 920	
SARL DJRP						1 721 080	1 721 080	
SNC Relnice						1 842 455	1 842 455	
SARL Dromhotel						1 608 978	1 608 978	
SARL Mezal						1 171 076	1 171 076	
SARL Balbercy						951 109	903 545	47 564
SAS Suite Hotel						1 907 933	245 679	1 662 254
TOTAL	412 941	3 850 889	4 263 830	2 812 713	1 451 117	11 308 523	9 598 705	1 709 818

C. Méthodes et règles d'évaluation

1. Changements comptables

Aucun changement comptable.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les fonds de commerce ne sont pas amortis, cependant lorsque leur valorisation devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Le coût d'acquisition comprend les intérêts capitalisés s'il s'agit d'un investissement significatif financé par emprunt spécifique.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie économique.

Nous avons appliqué les recommandations indiquées par l'instruction fiscale du 30 décembre 2005 qui préconise l'identification, pour les actifs immobiliers, des cinq composants suivants :

- Gros œuvre ;
- Toiture ;
- Façade et étanchéité ;
- Installations techniques ;
- Agencements.

Chacun des composants fait l'objet d'un amortissement fonction de la durée de vie d'utilité réelle.

Dans les comptes sociaux, le gros œuvre est amorti fiscalement sur une durée comprise entre 25 et 30 ans selon l'établissement. Dans les comptes consolidés, la durée d'amortissement retenue pour ce type de composant a été harmonisée à 40 ans.

4. Immobilisations financières

Elles sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire, estimée d'après leur quote-part d'actif net et leur perspective de rentabilité ou leur valeur d'utilité, est inférieure à la valeur brute comptable ci-dessus définie, une provision est constituée pour enregistrer sa dépréciation.

5. Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC n°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

6. Stocks

Les stocks sont valorisés au coût de revient ou à la valeur de marché. Le coût de revient est déterminé suivant la méthode du « Premier entré – Premier sorti » (F.I.F.O.).

7. Créances et dettes

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les dettes et créances existant entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont éliminées.

Les créances font l'objet d'une provision dès lors qu'elles présentent un risque de non recouvrement. Les provisions sont déterminées en prenant en compte notamment l'ancienneté des créances, l'avancement des procédures engagées et les garanties obtenues.

8. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût historique. Le prix de revient des valeurs mobilières cédées est déterminé selon la règle du FIFO.

Au 31 décembre 2020, la valeur du portefeuille est de 2 074 823 euros.

9. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur la base d'une analyse bilancielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs renseignés au bilan comptable et leur base fiscale correspondante. Cette dernière dépend des règles fiscales en vigueur dans les pays où le groupe gère ses activités. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et les passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Par mesure de prudence, les déficits fiscaux du groupe, qui concernent la société Hofidev pour un montant de 16 562 €, la société Suite Hôtel pour 372 574 € et le groupe d'intégration fiscal Hotelim pour 1 901 319 €, n'ont pas été activés au 31 décembre 2020.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont des sociétés ayant leur siège social en France. Le taux de 26.50% a été retenu pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 contre 28% le 31 décembre 2019.

Ces taux tiennent compte de l'échéance des actifs et passifs d'impôts différés constatés dans les comptes consolidés.

Le montant de l'impôt sur le bénéfice apparaissant au compte de résultat, comprend ainsi :

- l'impôt à payer au titre de l'exercice
- la charge ou le crédit d'impôt résultant de la prise en compte des décalages temporaires.

Les plus-values nettes long terme réalisées dans le cadre de cessions de titres de participation sont imposables au taux de 0% sous déduction d'une quote-part pour frais et charges correspondant à 12% de la plus-value réalisée. Cette quote-part restant imposable au taux normal d'impôt sur les sociétés. Dans l'hypothèse retenue d'une cession de parts au lieu d'une cession d'immeuble, il a été convenu de constater un impôt différé passif au taux de 3,18%, correspondant à l'impôt sur la quote-part pour frais et charges, concernant les écarts d'évaluation.

10. Engagements vis-à-vis du personnel

Les engagements de fin de carrière ont été comptabilisés nets d'impôt différé. Au 31 décembre 2020, l'engagement net d'impôt s'élève à 235 K€ contre 229 K€ au 31 décembre 2019.

Hypothèses retenues :

- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : HCR
- Taux d'actualisation : 0.34 % contre 0.77% en 2019
- Taux de progression annuelle des salaires : 3% pour les cadres, 2% pour les non cadres
- Taux de rotation du personnel : faible pour les cadres, fort pour les non cadres
- Age de départ retenu : 67 ans
- Taux de charges sociales : 42%
- Table de mortalité : INED 2015

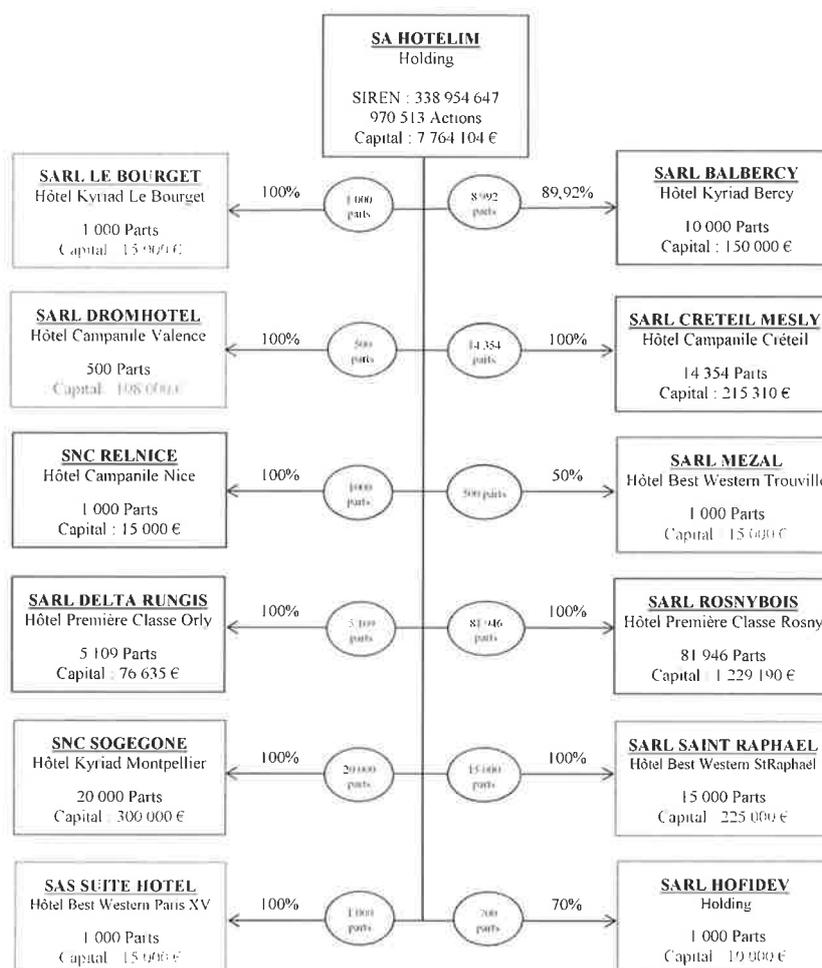
11. Régime d'intégration fiscale

La SA Hotelim et certaines de ses filiales forment un groupe d'intégration fiscale.

Les conventions prévoient que chaque filiale constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisée par le groupe en cas de déficit.

2. Informations relatives au périmètre de consolidation

A. Organisation du Groupe HOTELIM



B. Liste des sociétés consolidées et mode de consolidation

Société mère : SA HOTELIM – 11, avenue Myron Herrick 75008 PARIS – Siret : 33895464700073

Société	Siret	% de détention		% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation
		directe	indirecte			
SARL Balbercy	392 327 599 00016	89,92%	0,00%	89,92%	89,92%	Intégration globale
SARL Le Bourget	344 528 997 00028	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SARL Créteil Mesly	338 982 242 00020	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SARL Delta Rungis	344 317 045 00021	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SARL Hofidev	828 742 510 00013	70,00%	0,00%	70,00%	70,00%	Intégration globale
SARL Mezal	421 451 600 00017	50,00%	0,00%	50,00%	50,00%	Intégration globale
SNC Relnice	342 083 607 00032	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SARL Rosnybois	344 529 318 00026	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SARL Saint Raphaël	383 417 888 00021	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SNC Sogegone	344 629 118 00011	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SAS Suite Hotel	419 564 232 00025	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SARL Dromhotel	429 645 799 00025	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale

Les comptes de la société HOTELIM Maroc, filiale détenue à 80% par la société HOTELIM, ne présentent pas un caractère significatif et ne sont, par conséquent, pas consolidés.

La filiale Brasserie à la Mode détenue par Hofidev n'est pas intégrée au périmètre de consolidation dans la mesure où sa participation est inférieure au seuil d'influence notable. Les titres de cette dernière figurent donc à l'actif du bilan consolidé pour un montant brut de 999 K€ et sont provisionnés à 100% au 31 décembre 2020.

C. Engagements hors bilan

1. Engagements donnés

La SA Hotelim et ses filiales ont donné les garanties suivantes aux établissements financiers ayant accordé des prêts :

NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE

Emprunteur	Fonds nanti	Bénéficiaire	Prêt garanti (Montant initial)	Reste dû au 31/12/2020	Échéance
SARL Mezal	TROUVILLE	ARKEA	300 000	25 605	2021
SARL Rosnybois	ROSNYS SOUS BOIS	ARKEA	470 000	40 115	2021
SARL Suite hotel	PARIS XV	ARKEA	800 000	68 281	2021
TOTAL			1 570 000	134 001	

BAIL À CONSTRUCTION

Deux hôtels sont exploités dans le cadre d'un bail à construction. Les baux arrivent respectivement à échéance le 1er janvier 2035 pour l'établissement de Saint Raphaël, et le 22 juin 2063 pour l'hôtel de Bercy.

2. Engagements reçus

Aucun engagement reçu

D. Autres faits significatifs

Aucun autre fait significatif

3. Information permettant la comparabilité des comptes

A. Informations relatives aux variations du périmètre et pourcentages d'intérêts

1. *Entrée dans le périmètre de consolidation*

Aucune entrée dans le périmètre de consolidation.

2. *Sortie du périmètre de consolidation*

Aucune sortie du périmètre de consolidation.

3. *Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation*

Aucun changement de méthode de consolidation, sans changement de périmètre de consolidation n'est intervenu.

4. *Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation*

Aucune modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation n'a été réalisée à la date d'établissement des comptes consolidés.

5. *Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture*

Aucune cession ou acquisition n'a été réalisée à la date d'établissement des comptes consolidés.

6. *Autres informations sur le périmètre de consolidation*

Néant.

B. Informations relatives aux changements comptables

Il n'y a pas eu de changement de méthode au cours de l'exercice.

4. Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

A. Postes du bilan consolidé

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes individuels des sociétés. Ils n'ont fait l'objet d'aucun retraitement dans la mesure où les divergences ne sont pas significatives.

Toutes les sociétés consolidées établissent leurs comptes en Euros.

B. Actif immobilisé

1. Immobilisations incorporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Ecart d'acquisition	11 308 523					11 308 523
Ecart d'acquisition	11 308 523					11 308 523
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	430 491	2 881	1 340			432 032
Fonds commercial	6 128 451					6 128 451
Autres immobilisations incorporelles	76 948					76 948
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations incorporelles	6 635 890	2 881	1 340			6 637 431

2. Immobilisations corporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Terrains	2 150 131					2 150 131
Constructions	42 319 475	68 070	9 524		112 113	42 490 134
Installations techniques, matériel, outillage	5 527 840	58 056	19 577			5 566 319
Autres immobilisations corporelles	4 480 570	96 677	163 492		274 649	4 688 404
Immobilisations en cours	103 532	349 324			(386 762)	66 094
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles	54 581 548	572 127	192 593			54 961 082

3. Immobilisations financières

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Titres de participations	1 500 756	28				1 500 784
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	92 516	352				92 868
Créances rattachées à des participations	667 375	14 000				681 375
Immobilisations financières	2 260 647	14 380				2 275 027

Les titres de participation non consolidés sont relatifs à des sociétés dont le taux de détention est inférieur à 20 % ou en cours d'arrêt d'exploitation.

4. Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Ecarts d'acquisition	9 312 802	285 903		9 598 705
Ecarts d'acquisition	9 312 802	285 903		9 598 705
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	383 113	13 179	1 563	394 729
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	66 721	830	180	67 371
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations incorporelles	449 834	14 009	1 743	462 100
Terrains	13 787			13 787
Constructions	29 441 887	1 436 243	16 761	30 861 369
Installations techniques, matériel, outillage	4 335 930	336 343	12 342	4 659 931
Autres immobilisations corporelles	3 271 483	344 122	163 089	3 452 516
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	37 063 087	2 116 708	192 192	38 987 603
TOTAL	46 825 723	2 416 620	193 935	49 048 408

C. Autres postes d'actif

Rubriques	Valeur brute	Provisions (cumul dotations)	Reprises (de la période)	Valeur nette au 31/12/2020	Valeur nette au 31/12/2019
Matières premières, approvisionnements	115 589			115 589	137 618
Marchandises	15 654			15 654	19 484
Avances et acomptes servis sur commande					
Stocks et en cours	131 243			131 243	157 102
Créances clients et comptes rattachés	209 066	82 945	37 327	163 448	586 947
Actifs d'impôts différés	10 916			10 916	33 609
Autres créances	5 886 453	61 121		5 825 332	4 713 111
Capital souscrit, appelé et non versé					
Créances	6 106 435	144 066	37 327	5 999 696	5 333 667
Valeurs mobilières de placement	2 074 823			2 074 823	2 083 602
Actions propres					
Disponibilités	19 482 820			19 482 820	16 430 335
Divers	21 557 643			21 557 643	18 513 937
Charges constatées d'avance	39 178			39 178	77 016
Ecarts d'arrondis actifs	2			2	
Comptes de régularisation	39 180			39 180	77 016
TOTAL	27 834 501	144 066	37 327	27 727 762	24 081 722

D. Tableau de variation des capitaux propres consolidés
1. Capitaux propres part du groupe

Variation	Capital social	Primes	Réserves société mère	Part du groupe dans		Capitaux propres part groupe
				les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2018	7 764 104	10 266 806	706 849	13 237 293	2 523 819	34 498 871
Affectation résultat en réserves			359 819	1 290 538	(1 650 357)	
Distribution dividendes					(873 462)	(873 462)
Résultat 2019					2 399 861	2 399 861
Autres variations			2			
Au 31 décembre 2019	7 764 104	10 266 806	1 066 670	14 527 831	2 399 861	36 025 272
Affectation résultat en réserves			122 299	2 277 562	(2 399 861)	
Distribution dividendes					(2 583 922)	(2 583 922)
Résultat 2020						
Autres variations				(1 742)		(1 742)
Au 31 décembre 2020	7 764 104	10 266 806	1 188 969	16 803 651	(2 583 922)	33 439 608

Les intérêts minoritaires négatifs de la société Hofidev d'un montant de 301 669 € ont été imputés sur les capitaux propres du groupe au 31/12/2020. Cette imputation a impacté négativement :

- Le résultat groupe d'un montant de 299 931 €
- Les réserves groupe d'un montant de 1 742 €

1. Capitaux propres hors groupe

Variation	Part des minoritaires		Intérêts minoritaires
	les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2018	1 366 843	216 686	1 583 529
Affectation résultat en réserves	166 286	(166 286)	
Distribution dividendes		(50 400)	(50 400)
Résultat 2019		228 009	228 009
Autres variations	(286 953)		
Au 31 décembre 2019	1 246 176	228 009	1 474 185
Affectation résultat en réserves	177 609	(177 609)	
Distribution dividendes		(50 400)	(50 400)
Résultat 2020		42 223	42 223
Autres variations	1 738		1 738
Au 31 décembre 2020	1 425 523	42 223	1 467 746

E. Autres postes de passif
1. Provisions

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions pour risques	89 988	15 836	19 960	85 864
Provisions pour charges	318 193	24 304	22 975	319 522
Provisions pour risques et charges	408 181	40 140	42 935	405 386
Provisions sur titres de participation	147 089	999 000		1 146 089
Provisions sur créances rattachées	663 198	18 177		681 375
Provisions sur immobilisations financières	810 287	1 017 177		1 827 464
Provisions sur comptes clients	76 087	6 858	37 327	45 618
Provisions sur autres créances	61 121			61 121
Provisions sur créances	137 208	6 858	37 327	106 739
TOTAL	1 355 676	1 064 175	80 262	2 339 589

2. Impôt sur les résultats
Rapprochement entre charge d'impôt théorique et effective

Différence entre charge d'impôt théorique et effective	31/12/2020	31/12/2019
Résultat avant impôt	-2 425 511	3 831 447
Taux normal d'impôt en France	26,50%	28,00%
Impôt théorique	26,50% -642 760	28,00% 1 072 805
Impôt réel	-4,79% 116 187	31,41% 1 203 576
Ecart net	758 947	130 771
Elements de rapprochement	IS 31/12/2019	IS 31/12/2019
Amortissement des écarts d'acquisition	75 764	41 999
Amortissement des écarts d'évaluation	22 451	23 721
Différences permanentes (TVTS, amendes, Fonds solidarité...)	-121 978	14 960
Résultats taxés au taux de 31%	-15 000	84 647
Provision sur titres non consolidés	264 735	
Impact impôts différés changement de taux 2019-2020	-66 603	
Provision sur créances sociétés non consolidées		-57 501
Quote part imposable sur dividendes	12 317	6 294
Déficits non activés	587 261	16 651
Montant rapproché	758 947	130 771

3. Impôts différés par société

Société	31/12/2020	31/12/2019
SA Hotelim		26 077
SARL Mezal	5 987	4 085
SAS Suite Hotel	4 929	3 447
Actifs d'impôts différés	10 916	33 609
SA Hotelim	241 293	
SARL Balbercy	241 048	233 342
SARL Le Bourget	198 188	199 041
SARL Créteil Mesly	52 680	65 062
SARL Dromhotel	62 393	62 728
SNC ReInice	99 993	99 538
SARL Rosnybois	79 317	98 771
SARL Delta Rungis	142 879	165 075
SARL Saint Raphaël	191 986	186 411
SNC Sogegone	75 623	91 944
Passifs d'impôts différés	1 385 400	1 201 912
PASSIF D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NET	1 374 484	1 168 303

4. Emprunts et dettes financières à long et moyen terme

Société	Montant début exercice	Nouveaux emprunts	Rembours. De l'exercice	Montant fin d'exercice	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Hôtel Paris - Créteil	13 342		13 342				
Hôtel Paris - Orly	31 046		31 046				
Hôtel Paris - Le Bourget	46 184		46 184				
Hôtel Paris - Rosny	64 138		24 023	40 115	40 115		
Hôtel Paris - Bercy	46 184		46 184				
Hôtel Paris XV	109 172		40 891	68 281	68 281		
Hôtel Montpellier							
Hôtel Nice							
Hôtel Trouville	40 939		15 334	25 605	25 605		
Hotelim (siège)	6 934 757	5 585 000	661 690	11 858 067	1 394 790	10 463 277	
Emprunts auprès des étab. de crédit	7 285 762	5 585 000	878 694	11 992 068	1 528 791	10 463 277	
Hôtel Paris XV	1 745	25		1 770	1 770		
Hôtel Nice	15			15	15		
Hôtel Trouville	102 530	738		103 268	103 268		
Hotelim (siège)	30 612	1 879		32 491	32 491		
Dettes financières diverses	134 902	2 642		137 544	137 544		
TOTAL	7 420 664	5 587 642	878 694	12 129 612	1 666 335	10 463 277	

F. Postes du compte de résultat consolidé
1. Charges de personnel et effectif

Les charges de personnel se sont élevées à 3 127 K€ contre 5 683 K€ en 2019.

L'effectif moyen au 31 décembre 2020 est composé de 122 personnes, contre 145 au 31 décembre 2019 et 138 au 31 décembre 2018, se décomposant comme suit :

Société	Effectif moyen 2020	Effectif moyen 2019	Effectif moyen 2018
SA Hotelim	3	3	3
SARL Balbercy	23	30	27
SARL Delta Rungis	6	9	5
SARL Rosnybois	6	7	6
SARL Le Bourget	8	9	9
SARL Créteil Mesly	7	8	9
SARL Saint Raphaël	27	33	30
SARL Sogegone	9	10	9
SAS Suite Hotel	7	8	11
SNC ReInice	7	6	8
SARL Dromhotel	9	9	8
SARL Mezal	10	13	13
TOTAL	122	145	138

2. Charges relatives aux frais de recherche et de développement

Non applicable.

3. Charges et produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires du groupe est constitué des produits suivants :

- Les ventes de marchandises ;
- Les prestations de services.

Le chiffre d'affaires 2020 s'établit à 8 316 K€ contre 22 341 K€ en 2019 et a évolué comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019	Variation		31/12/2018	Variation	
Ventes de marchandises	195	488	(293)	-60,1%	523	(35)	-6,8%
Prestations de services	8 121	21 853	(13 732)	-62,8%	21 590	263	1,2%
CHIFFRE D'AFFAIRES	8 316	22 341	(14 025)	-62,8%	22 113	228	1,0%

4. Charges et produits financiers

Le résultat financier enregistre d'une part des charges qui s'élèvent à 1 065 K€ dont 999 K€ de dépréciation des titres Brasserie à la Mode détenus par Hofidev et d'autre part des produits d'un montant de 95 K€.

5. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel est positif de 1 142 K€ pour l'exercice 2020. Il est essentiellement lié à des indemnités reçues (1 103 K€) dans le cadre d'un contentieux SNEF chez BALBERCY.

5. Autres informations

A. Information sectorielle

Les sociétés du Groupe exercent une activité hôtelière.

B. Autres informations diverses

1. Évènements postérieurs à la clôture

La crise sanitaire s'est poursuivie en ce début d'année, et l'état d'urgence sanitaire a été prolongé jusqu'au 1er juin 2021. Toutefois, des campagnes de vaccination ont pu commencer dans de nombreux pays dont la France, mais de nouveaux variants du virus sont apparus et la perspective d'une sortie de crise reste encore à ce jour difficile à prévoir dans le temps. Ce contexte épidémique qui se poursuit rend les perspectives économiques incertaines pour l'année en cours.

Le groupe continue toutefois à faire tout le nécessaire pour minimiser les effets de celui-ci sur son activité et sa rentabilité et aucun risque sur la continuité de son exploitation n'est à ce jour appréhendé.

2. Crise sanitaire COVID-19

A partir du mois de mars 2020, les mesures prises par le Gouvernement afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19 ont perturbé les activités du groupe.

L'information donnée ci-après sur les impacts de l'épidémie sur l'activité du groupe porte sur les seuls effets de l'évènement jugés pertinents et non sur l'ensemble de ceux-ci, selon l'approche ciblée par l'Autorité des Normes Comptables.

L'ensemble des charges et produits liés à l'épidémie a été constaté en résultat d'exploitation, conformément aux recommandations précitées de l'ANC.

Le contexte de la crise sanitaire est la principale raison de la réduction du chiffre d'affaires du groupe, en recul par rapport à l'exercice précédent, qui s'explique par des annulations et des reports de réservations compte tenu des diverses contraintes et mesures imposées par le gouvernement.

Le groupe a eu recours à l'activité partielle et a perçu à ce titre des allocations qui ont été comptabilisées en déduction des charges de personnel et à bénéficier de reports de règlements des cotisations et des mesures d'exonérations et de paiement des charges sociales mises en place pour les sociétés les plus impactées par la crise.

Afin de limiter le recours à l'activité partielle, le groupe a mis en place le télétravail pour les postes qui le permettent.

Par ailleurs, la société a eu recours à un Prêt Garanti par l'Etat (PGE) pour un montant de 5 585 K€.

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cette situation a eu des impacts sur notre activité depuis le 1^{er} janvier 2020 et jusqu'à ce jour, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation. La situation est extrêmement évolutive et volatile. Il est difficile, à ce stade, d'en estimer les impacts financiers sur notre activité.

3. Tableaux des flux de trésorerie

Il est présenté selon le modèle proposé par le Règlement 99-02 issu des dispositions de l'avis n°30 de l'OEC.

La trésorerie du groupe, dont la variation est analysée dans les tableaux de flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- Trésorerie et équivalent de trésorerie ;
- Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

4. Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants

Cette information reviendrait à communiquer une rémunération individuelle et à ce titre, elle ne peut être fournie en annexe.

5. Honoraires Commissaires aux Comptes

Les honoraires relatifs au contrôle légal des comptes annuels et consolidés de la société HOTELIM représentent une charge de 79 500 € pour l'exercice 2020.